

Analyse des systèmes socio-économiques II

Bernard Conte

Systemes socio-économiques

- Un système socio-économique se caractérise par la complexité.
- Il intègre des acteurs multiples, qui mènent des activités diverses, encadrées par des règles du jeu. Un système socio-économique est multidimensionnel.
- La complexité émerge de la multiplicité et de la diversité des interactions qui ont des influences à plusieurs niveaux : micro – méso et macro (individu, secteur, global).

Systemes socio-économiques

- L'étude des systèmes socio-économiques implique la pluridisciplinarité : économie politique, sociologie, droit, science politique...
- D'aucuns ont l'ambition de modéliser les systèmes économiques en utilisant les ressources de la science physique...
- Un exercice qui semble vain, étant donnée la complexité desdits systèmes. Déjà, Hayek défendait l'impossibilité de « calculer » l'équilibre du marché comme le prétendent les néoclassiques.
- Dans ce contexte, vouloir construire un modèle mathématique pour embrasser la globalité d'un système socio-économique apparaît largement utopique.

Systemes socio-économiques

- Le présent cours a l'ambition de mettre à jour les composantes principales d'un système socio-économique ainsi que leur interaction impliquant des domaines divers, mais interconnectés, tels l'économique, le juridique, le politique et le social.
- Dans un premier temps, l'étude portera sur le système socio-économique « nationaliste - clientéliste » fondé sur le prélèvement et la redistribution de rentes « naturelles », avec pour objectif officiel le développement national centré sur le marché intérieur. L'exemple de la Côte d'Ivoire illustrera notre propos.
- Dans un deuxième temps, l'attention sera portée sur le système socio-économique néolibéral. Son évolution, du consensus de Washington à la crise actuelle, sera envisagée en identifiant les acteurs, les mécanismes, les événements... qui ont inéluctablement conduit à la crise actuelle.

I. Le système socio-économique « nationaliste - clientéliste »

- Nationalisme-clientéliste et gestion de la rente
- Il s'agit d'étudier le système économique, social et politique de pays dont la (ou les) ressource(s) principale(s) repose(nt) sur une rente : énergétique, minérale, agricole...
- La question majeure est celle de décrypter comment s'organise la production, le prélèvement et la redistribution de la rente.

La période coloniale

- La période coloniale et le prélèvement « forcé » de la rente :

Au sein des empires, les colonies étaient soumises à un régime d'extraversion bilatéral et d'isolement du reste du monde, strictement contrôlé par les métropoles.

« Un pays métropolitain avait évidemment intérêt à utiliser le pays dépendant comme marché pour les produits de sa propre industrie manufacturière... [et] à se procurer des biens primaires dans son territoire dépendant, et même à investir en vue de les produire et à bas prix, exploitant ainsi dans son propre intérêt les ressources naturelles locales et la main d'œuvre indigène à bon marché » (Myrdal).

La période coloniale

- De la sorte, la protection des marchés coloniaux autorisait l'inégalité des échanges de produits bruts contre des produits manufacturés, conformément à la thèse de la détérioration des termes de l'échange.
- Au moins concernant la France, pour certains, la thèse des bénéfices du pacte colonial doit être nuancée dans le temps.

La décolonisation

- La décolonisation devenait inévitable, au moins sur le plan économique. Il s'agissait pour les métropoles de minimiser les coûts.
- Au Nord, l'accession à l'indépendance était perçue comme un moyen de poursuivre, dans une certaine mesure, l'exploitation coloniale en substituant aux transferts financiers publics importants, une aide publique au développement (APD) beaucoup plus réduite.
- Il suffisait pour cela de nouer des relations privilégiées avec les nouvelles élites dont il était éventuellement possible de « faciliter » l'accession au pouvoir, pour constituer un « pré carré ». L'objectif était d'instaurer un nouveau colonialisme : un **néocolonialisme**, moins onéreux que l'ancien.

Un contexte favorable

- Au cours de la période fordiste où la croissance a été centrée sur le développement du marché du Nord, la nécessité d'une exploitation **intensive** du Sud s'est estompée et les liens entre le Nord et le Sud se sont relativement relâchés.
- Ainsi au Nord, la main d'œuvre a bénéficié d'un partage favorable de la valeur ajoutée, tandis que le Sud a pu retenir sur place une part plus importante du surplus (rente) dégagé localement et mettre en œuvre un développement centré sur le marché intérieur.

Un contexte favorable

- Le Sud va profiter du contexte économique d'après guerre caractérisé par une croissance durable au Nord (les **Trente glorieuses**), qui lui assure une demande soutenue en matières premières et produits bruts.
- Le Sud va aussi profiter du cadre géopolitique de la **guerre froide** favorable à une certaine autonomie facilitée par la mise en concurrence des deux blocs antagonistes.

L'héritage colonial

- En Afrique notamment, après les indépendances, les dirigeants ont dû assumer l'héritage de la **spécialisation coloniale appauvrissante** et de la **sous-industrialisation** corrélative. En effet, pendant la période coloniale, les pays du Sud concernés étaient cantonnés dans la production et l'exportation vers les métropoles, de matières premières et/ou de produits bruts issus de l'agriculture tropicale.
- Ces produits faisaient l'objet d'une transformation par les industries des métropoles. En contrepartie, les métropoles assuraient l'approvisionnement des colonies en produits manufacturés.

Le sous-développement du Sud

- Le constat d'un important écart de niveau de développement entre le Nord et le Sud a amené les économistes à s'interroger sur l'origine dudit écart ainsi que sur les voies et moyens de le réduire, voire de le combler.
- Ainsi est née l'économie structuraliste du développement.

Le dualisme

- Pour les structuralistes, l'écart apparaît principalement généré par le dualisme des sociétés du Sud où coexisteraient un secteur **traditionnel** aux caractéristiques propres (essentiellement rural et archaïque) et un secteur **moderne** dynamique, aux caractéristiques économiques et sociales proches de celles des sociétés occidentales.
- La profonde différence entre les deux sociétés se manifeste principalement sur le plan de la rationalité des agents économiques et des institutions. Dans le secteur traditionnel (pré-capitaliste), les agents économiques n'ont pas un comportement **d'homo œconomicus**, tel qu'attendu par la théorie néoclassique.

Le dualisme

- Ainsi, pour les consommateurs, à la différence des pays du Nord, les besoins sont limités et la consommation répond plus à des normes et à des obligations (famille élargie, transfert de revenu...) qu'à des incitations par les prix.
- Les producteurs se caractérisent par des comportements atypiques déterminés par l'aversion au risque, l'absence quasi-générale de recherche de profit, le défaut d'esprit d'entreprise, l'absence d'organisation et de discipline, le fatalisme, l'absentéisme...

Le dualisme

- A travers les valeurs qu'elle véhicule et les mentalités qu'elle forge, la société traditionnelle serait, de par son immobilisme, un obstacle au développement.
- Le secteur traditionnel abrite un chômage « déguisé » important, contrairement au secteur moderne il utilise des techniques de production économes en capital et fortement utilisatrices de main-d'œuvre, et la pauvreté qui y sévit ne permet pas de dégager une épargne suffisante (Nurkse, *Les cercles vicieux de la pauvreté*).
- Dans une société duale, le secteur traditionnel constitue un frein à l'extension du secteur moderne qui conditionne la croissance et le développement.

Le dualisme

- Le concept de dualisme comme facteur explicatif majeur du sous-développement apparaît largement partagé au sein de la pensée structuraliste, mais des divergences existent quant à l'origine du phénomène.

Les structuralistes anglo-saxons

- Pour eux, il existe une trajectoire universelle de développement et les pays en développement doivent imiter l'expérience passée des pays développés.
- La contribution majeure est la thèse de Walt Whitman Rostow qui assimile le sous-développement à un retard dans le processus de développement.
- Dans ce contexte, le dualisme apparaît comme une situation normale et naturelle qu'ont connue tous les pays aujourd'hui développés.

Les structuralistes mondialistes

- Plusieurs écoles : française, latino-américaine (CEPAL), suédoise (Myrdal)
- À l'instar de **François Perroux**, ils perçoivent le sous-développement comme « un phénomène historiquement daté, c'est à dire qu'il est le produit d'une histoire et non pas une étape naturelle de l'histoire, un phénomène original que n'ont pas connu les pays développés. Le sous-développement n'est pas un retard, mais un phénomène structurel, un blocage de croissance ».
- Le dualisme au Sud est un phénomène aux origines spécifiques dont l'étude ne peut s'effectuer en considérant les pays du Sud isolément, mais doit être replacée dans le cadre de l'économie globale.

La pensée structuraliste hétérogène

- Ces deux approches traduisent l'hétérogénéité de la pensée structuraliste.
- Le champ de cette pensée apparaît borné d'un côté par la théorie néoclassique et de l'autre par les thèses radicales néomarxistes.
- Néanmoins, les structuralistes s'accordent pour dénoncer avec plus ou moins d'intensité les défaillances du marché et particulièrement du marché du travail. Ils critiquent la théorie ricardienne des avantages comparatifs (ou relatifs) de façon nuancée.

Les structuralistes anglo-saxons

- Ils considèrent que le Nord et le Sud sont liés par des relations mutuellement bénéfiques même si « les pays en développement ne peuvent plus se fier à une croissance induite de l'extérieur par une expansion de la demande mondiale de leurs produits de base exportés » qui contraint leur capacité d'importation de biens d'équipement.

Les structuralistes mondialistes

- Les structuralistes mondialistes ont une vision plus pessimiste des rapports Nord-Sud. **Raúl Prebisch** (1959) défend la thèse de la tendance séculaire à la détérioration des termes de l'échange des produits primaires exportés par le Sud vis-à-vis des produits manufacturés qu'il importe du Nord. Cette tendance émanerait des différences de structure des marchés du travail au centre et à la périphérie.

La DTE

- Au centre, le taux de chômage est moins élevé et les syndicats puissants tandis qu'à la périphérie, les salaires sont flexibles en raison d'un taux de chômage élevé, d'une faible organisation des travailleurs et de l'existence d'un chômage déguisé.
- En conséquence, les prix des produits manufacturés sont rigides à la baisse tandis que les prix des produits primaires s'ajustent, engendrant la détérioration des termes de l'échange. (autres explications)

L'industrialisation comme solution

- Malgré certaines divergences, les deux lignes de pensée s'accordent sur le fait que les avantages comparatifs n'évoluent pas automatiquement de façon favorable en respectant le libre-échange, comme l'affirme la théorie néoclassique.
- Au contraire, les structuralistes soutiennent que les avantages comparatifs doivent être construits dans le temps et, dans cette optique, l'industrialisation s'avère indispensable.
- L'industrialisation est aussi indispensable pour réduire la dépendance vis-à-vis des importations de produits manufacturés, pour accroître la productivité du travail... et pour produire une croissance économique forte et durable, génératrice de développement.

L'industrialisation par substitution des importations (ISI)

- Il s'agit de remplacer progressivement les importations par la production nationale. Pour ce faire, il convient de protéger l'industrie naissante de la concurrence des pays plus industrialisés .
- (Cf. doc stratégies d'industrialisation)

Le rôle majeur de l'État

- L'existence de goulets d'étranglement, d'économies d'échelle, d'indivisibilités, de complémentarités, d'externalités et la nécessité d'assurer les conditions préalables au développement (infrastructures, institutions...) militent en faveur d'une **intervention de l'État**, car le libre jeu du marché ne sera pas en mesure d'engendrer les transformations structurelles nécessaires à l'industrialisation.
- Cette intervention comporte la nécessaire **planification** (plus indicative qu'impérative) qui doit permettre de mobiliser les énergies tant internes qu'externes, et de coordonner les efforts de développement.

Le « desarrollismo »

- Le modèle le plus abouti est certainement celui du ‘desarrollismo’ proposé par Celso Furtado (1970). Il comprend :
- l’élargissement du marché intérieur auquel doivent contribuer, de façon décisive, une redistribution du revenu et une réforme agraire ;
- la constitution de marchés communs régionaux ;
- la mise en place d’un système de protection (droits d’entrée et restrictions quantitatives) pour filtrer les importations en fonction des besoins prioritaires de l’industrialisation ;
- l’ouverture sélective à l’investissement étranger et des mesures pour limiter les rapatriements de bénéfices ;
- l’incitation à l’investissement (par des taux d’intérêt faibles).

Nationalisme – clientéliste au Sud

- A partir de la fin de la deuxième guerre mondiale, les pays du Sud indépendants, progressivement suivis par ceux qui quittaient le joug colonial, ont adopté des modèles de développement nationalistes, c'est-à-dire centrés sur le développement du marché domestique
- Sur le plan politique, les élites accédant au pouvoir ont dû répondre à de nombreuses attentes car les populations souhaitaient toucher au plus vite les dividendes du développement dont l'objectif était matérialisé par l'État-providence du Nord.

Nationalisme – clientéliste au Sud

- Par exemple, dans les pays nouvellement indépendants, il fallait impérativement accroître le bien-être par rapport à la situation coloniale.
- La nécessité d'une redistribution rapide des acquis de la croissance combinée à un souci d'assurer l'assise de leur pouvoir dans des pays à faible culture démocratique ont conduit les élites à mettre en place des régimes clientélistes.

Nationalisme – clientéliste au Sud

- Historiquement, le **clientélisme** est la pratique qui permet à une personne disposant de richesses d'obtenir, moyennant des avantages financiers, la **soumission**, l'**allégeance** d'un ensemble de personnes formant sa «**clientèle**».
- Le clientélisme, s'entend ici, comme une faveur injustifiée accordée à une personne, souvent en échange de son vote.

Nationalisme – clientéliste au Sud

- Le clientélisme repose sur un échange entre **élus et électeurs**. Les élus fournissent un certain nombre de biens et de services en échange d'un soutien politique.
- Il s'agit d'un échange plus ou moins tacite puisque les élus ne peuvent pas contrôler le vote des personnes auxquelles ils ont rendu service.
- Il d'une relation de confiance réciproque.

Exemples de pratiques clientélistes

- Pour qu'il y ait échange de services, il faut que l'élu puisse donner quelque chose. Les élus peuvent distribuer un certain nombre de biens de manière plus ou moins discrétionnaire :
- les emplois dans la fonction publique, dans les sociétés mixtes, plus rarement dans le privé...
- le logement social...
- le subventionnement des produits de base...

La rente finance le clientélisme

- Les dépenses clientélistes passent principalement par le biais de la dépense publique
- Elles ont un coût
- Elles doivent être financées par des recettes.
 - Au Sud, la rente (énergétique, minérale, agricole...) constitue la principale ressource
 - C'est l'État qui la prélève (monopsonne)

Le parti unique gage de stabilité

- Un **parti unique** est un parti politique ayant, généralement sur le plan légal voire constitutionnel, le monopole de l'activité politique à l'intérieur d'un État.
- Par principe, les régimes à parti unique s'opposent à ceux adoptant le multipartisme.
- Le parti unique est censé canaliser les énergies vers le développement en annihilant les forces centrifuges des divisions partisans.

Le rôle du parti unique

- Le double rôle officiel du parti unique : idéologique et organisationnel. Il doit mener les populations vers une société moderne, c'est-à-dire plus développée et mieux intégrée socialement.
- Sur le **plan idéologique**, le parti se présente comme le guide des populations, il les encadre en vue de construire **l'unité nationale**.

Le parti unique en question

- On peut se demander si le parti unique n'est qu'une institution de transition, de la lutte anticolonialiste à la construction nationale, ou s'il est une organisation permanente, à jamais insérée dans la structure de l'État.